



DELIBERATION 2013 012

Autorisation donnée au Président de signer un avenant n°4 au contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte ouvert *Autolib'*,

Vu les statuts du syndicat mixte *Autolib'*,

Vu le contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques signé le 25 février 2011,

Vu l'avenant n°1, au contrat de délégation de service public susvisé, signé le 10 février 2012,

Vu l'avenant n°2, au contrat de délégation de service public susvisé, signé le 21 novembre 2012,

Vu l'avenant n°3, au contrat de délégation de service public susvisé, signé le 28 novembre 2012.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique : Le Président est autorisé à signer le projet d'avenant n°4 au contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques

Le Président du Comité syndical
Julien Bargeton

SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'



DELIBERATION 2013 012 -

Autorisation donnée au Président de signer un avenant n°4 au contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Le contrat de délégation de service public pour la mise en place d'un service de location de véhicules électriques en libre-service et le déploiement d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques a été signé le 25 février 2011. La Convention est entrée en vigueur le 4 mars 2011.

Une phase de test du service s'est déroulée entre le 1er octobre et le 4 décembre 2011.

Conformément à la Convention, en particulier l'Annexe A8-19 à la Convention portant sur les principes et les modalités de mise en œuvre de la garantie de bonne exécution et prévoyant les engagements et les garanties apportées par Bolloré, le Concédant et le Concessionnaire se sont réunis le dernier jour de la Phase 1 du Service et ont consigné dans un procès-verbal, signé contradictoirement, l'atteinte des Objectifs Clés du Service tels que définis à l'article 1.1.5 de l'Annexe A8-19 précitée.

Le Service a donc pu être ouvert selon les dispositions de la Convention le 272ème jour suivant la date de Notification de la délégation de service public.

La Convention prévoit également qu'au début de la Phase 2, le Concédant et le Concessionnaire se réunissent à nouveau afin de constater et de consigner dans un procès-verbal, signé contradictoirement, si les conditions prévues par la Convention et ses annexes pour l'ouverture de la Phase 2 sont réunies.

Le 31 mai 2012, dernier jour de la Phase 1, le Concédant et le Concessionnaire, se sont donc réunis aux fins de consigner dans un procès-verbal l'atteinte des Objectifs Clés du Service prévus pour l'ouverture la Phase 2.

Par ledit procès-verbal, le Concédant et le Concessionnaire ont reconnu que le Concessionnaire avait rempli ses engagements en ce qui concerne la mise à disposition d'un nombre minimum de BLUECAR et de Stations à la date de début de la Phase 2.

1. Objectifs de Performance

Afin de ne pas pénaliser le Concessionnaire dans les premiers mois de l'ouverture du service, les Parties ont convenu à l'article 25.3 de la Convention qu'un délai moratoire de 6 mois à compter de la phase 1 s'appliquera concernant les pénalités relatives à la non-atteinte du niveau minimal du service spécifié dans certains indicateurs, à l'exception de l'indicateur n°13. Puis, pendant une période complémentaire de 9 mois à compter du démarrage de la Phase 2, les montants des pénalités et bonus unitaires définis dans l'Annexe A8-6 de la Convention seront réduits de moitié.

Au cours du mois de juin 2012, les Parties ont relevé que les indicateurs de performance établis préalablement à la mise en place du service nécessitaient des précisions quant à leur définition et leur mesure. Par ailleurs, au vu de l'expérience acquise depuis l'ouverture du Service, les Parties ont observé que certains indicateurs n'étaient pas pertinents car ils ne permettaient pas d'apprécier efficacement la qualité du service. Elles ont donc entrepris un vaste programme échelonné dans le temps de revue et de modification des indicateurs afin que la mesure de la qualité du Service aux Usagers soit améliorée.

Ainsi, la première partie du programme de travail du Concessionnaire et du Concédant a abouti à un projet de révision des indicateurs 1 et 2 qui fût soumis et approuvé le 5 juillet 2012 par le Comité Syndical du Concédant.

Par la suite, le Concessionnaire débuta un programme de développements informatiques sur son Système d'Information afin de procéder à la mesure des indicateurs modifiés. Un avenant n°2 à la Convention signé le 21 novembre 2012 par les Parties a entériné le projet de modification desdits indicateurs 1 et 2.

Afin de poursuivre leur travail d'analyse des conditions d'application des autres indicateurs et profitant du rendez-vous prescrit par l'article 25.4 de la Convention, les Parties ont procédé à la constitution d'un groupe de travail dédié au suivi de la mise en place des indicateurs de performance. Le groupe de travail s'est réuni à cinq reprises lors des sessions du 11 octobre 2012, 25 octobre 2012, 15 novembre 2012, 21 et 28 novembre 2012 afin de préciser les ajustements à apporter à l'annexe A8-6 pour la rendre pleinement applicable. Ainsi, par procès-verbal en date du 28 décembre 2012, les Parties ont abouti à un accord sur les précisions à apporter sur les indicateurs 1, 2, 3, 4, 5, 8 et 9 de l'Annexe A8- 6 de la Convention, étant entendu que le groupe de travail poursuivrait ses travaux sur les indicateurs 6, 7, 10 et 12, l'indicateur n°11 étant conservé en l'état.

À l'issue de la réunion du groupe de travail qui s'est tenue le 10 janvier 2013, les Parties ont achevé leur travail et ont abouti à un accord sur les précisions à apporter sur les indicateurs précités.

Les réunions rassemblant les Parties ont permis de déterminer les principes de mesure, d'application de pénalités et de rendu des résultats dans le temps des indicateurs en Annexe 1 du projet d'Avenant.

2. Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation du Service Public AUTOLIB'

a) Pour les personnes physiques et morales

Le Concessionnaire a fait part au Concédant d'un nombre important de cas d'incivilité d'usagers qui restituent leur BLUECAR loué sur des emplacements de Station ou Espace Autolib' réservés par d'autres usagers, lesquels ont fait de leur vif mécontentement au Concessionnaire.

La recrudescence de ces incivilités apportant une nuisance à la bonne exécution du Service AUTOLIB', les Parties se sont entendues pour pénaliser (pour un montant de 5€ TTC) les comportements des usagers indécents en amendant les Conditions Générales d'accès et d'Utilisation du Service Public AUTOLIB' applicables aux personnes physiques et aux personnes morales.

b) Pour les personnes morales

Il est prévu actuellement que le contrat et forfait Autolib' d'une durée d'un an se reconduisent tacitement à l'échéance pour une nouvelle période d'un an. Il s'est avéré que ce processus de reconduction tacite peut être un obstacle à la modification des Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation du Service Autolib' à l'issue du contrat.

Le Concessionnaire a proposé au Concédant de modifier les Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation du Service AUTOLIB' pour les personnes morales afin de ne plus permettre la reconduction tacite des contrats passés avec les Usagers.

D'une manière générale le présent avenant, vise à mieux mesurer la qualité du service rendu aux usagers, fiabiliser le dispositif de réservations de places à l'arrivée et ne plus permettre la reconduction tacite des contrats et forfaits Autolib' pour les personnes morales.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Comité Syndical
Julien Bargeton